

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 05 FEVRIER 2018, à 19 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, CHAMBIOT-PONCET Soizick, Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoint – Mmes BREVAULT Chantal, LEPAIGNEUL Virginie (*arrivée en cours de séance*), MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, JENOUVRIER Stéphane (*arrivé en cours de séance*), de LA PORTBARRE Dominique, LEMONNIER Philippe et VUILLAUME Michel, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère municipale, (*pouvoir à M. BERNARD René, Maire*) ; Monsieur LESAGE Samuel, conseiller municipal (*pouvoir à M. JENOUVRIER Stéphane*) ; Monsieur GIZARD Rémy, conseiller municipal (*pouvoir à Mme CASU Odile*) ; Monsieur LESNE Loïc, conseiller municipal, (*pouvoir à M. LEMONNIER Philippe*). Madame LE SCORNET Sylvie, conseillère municipale (*pouvoir à M. de LA PORTBARRE Dominique*) ; Monsieur SIGURET Jérôme, conseiller municipal, (*pouvoir à Mme THOMAS Huguette*) ; Madame MENARD Patricia, conseillère municipale (*pouvoir à Mme CHAMBIOT-PONCET Soizick*) ; Madame LEPAIGNEUL Virginie, conseillère municipale, (*pouvoir à Mme DUFAIX Marylène*). Monsieur PLIHON Sébastien, conseiller municipal.

Secrétaire de séance : Madame MALOIZEL Madeleine, conseillère municipale.

Procès-verbal de la séance du 11 Décembre 2017 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

MEDIATHEQUE

2018.001 – MÉDIATHEQUE – Marchés de construction – Avenants

Préambule : Monsieur le Maire indique que les présents avenants ont été générés par des modifications de prestation sollicitées par la commune.

Ainsi, dans le cadre du chantier, les élus du groupe de travail ont souhaité que le plafond en ossature métallique de l'extension soit modifié pour sauvegarder une meilleure hauteur sous plafond. Cette modification a engendré des plus-values ou moins-values pour 3 corps d'état.

Par ailleurs, le modèle de sol FLOTEX retenu est un modèle uniquement disponible en dalles, et non en lés, ce qui engendre une plus-value pour le Lot « revêtements de sol ».

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux bâtiments, présentent les avenants émanant de :

. Lot 12 – cloisons sèches/isolation (*plafond ossature métallique, laine de verre*)

Entreprise ERCP pour un montant de 2 300.50 € HT

(montant du marché initial 48 278.67 € HT – nouveau montant du marché 50 579.17 € HT)

. Lot 18 – Plafonds suspendus (*suppression du faux plafond et de son isolation*)

Entreprise BREL pour un montant de – 1 390.01 € HT

(montant du marché initial de 5 226.68 € HT – nouveau montant du marché 3 836.67 € HT)

. Lot 19 – Revêtements muraux - Peinture (*complément de peinture sur parois verticales suite à exhaussement du plafond de l'accueil en rez-de-chaussée*)

Entreprise Emeraude Peinture pour un montant de 472.28 € HT

(montant du marché initial 12 122.65 € HT – nouveau montant du marché 12 594.93 € HT)

. Lot 17 – Revêtements sols souples (*fourniture et pose de flotex FOREST 350008 en dalles en remplacement du flotex (Gamme) en lés*) – Entreprise LAIZE pour un montant de 1 365.10 € HT

Entendu cet exposé,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** les avenants tels que définis ci-dessus
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdits avenants.

Observations :

Monsieur le Maire indique que le chantier suit son cours dans le calendrier prévu.

Il rappelle aussi que dans sa séance de novembre 2017, l'assemblée avait confié la fourniture et la pose de mobilier à la Société D.P.C (79300 Bressuire). Au terme de plusieurs réunions de travail et de visites du chantier, la commande de meubles est maintenant finalisée et mise en fabrication. Seul le chapitre « signalétique intérieure » demeure en attente.

2018.002 – Choix d'un nom pour la médiathèque

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de choisir un nom pour le nouvel équipement culturel communal.

En premier lieu, l'assemblée convient que le terme générique employé pour désigner cet équipement sera « Médiathèque » (et non bibliothèque).

Parmi les 19 noms proposés, les conseillers municipaux ont la possibilité de choisir 3 appellations préférées.

Au terme du dépouillement, les 3 appellations suivantes recueillent le plus de suffrages :

- L'esprit voyageur : 12 voix
- Le relais des voyageurs : 10 voix
- Les voyageurs : 10 voix

A l'issue d'un second vote pour départager les 3 noms, le résultat est le suivant :

- L'esprit voyageur : 8 voix
 - Le relais des voyageurs : 9 voix
 - Les voyageurs : 6 voix
- + 1 vote blanc

Considérant ce résultat,

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents, RETIENT pour la Médiathèque le nom « LE RELAIS DES VOYAGEURS ».

FINANCES

2018.003 – Ouverture de crédits - Budget général 2018

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, rappelle que conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

A ce titre, il est proposé à l'assemblée d'ouvrir les crédits suivants, par anticipation, en section d'investissement :

. Article 202 - Op. 023-82	: P.L.U. (reprographie dossiers)	1 500.00 €
. Article 2051 - Op .093-02	: Droits logiciels informatiques	11 000.00 €

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **ACCEPTE** d'ouvrir les crédits ci-dessus précités avant le vote du BP 2018.

2018.004 – Avance au S.I.A.J.E.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que pour faire face à ses dépenses courantes de fonctionnement, notamment ses charges salariales, le SIAJE sollicite de la commune une avance financière d'un montant de 10 000.00 €.

Il précise que cette avance est sollicitée auprès de chaque commune adhérente du SIAJE et invite l'assemblée à délibérer sur cette demande.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** de verser une avance de 10 000.00 € au SIAJE (*Syndicat Intercommunal Animation Jeunesse Enfance*) pour l'exercice 2018,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au versement de ladite avance.

Observations : Les services préfectoraux ont considéré que les raisons invoquées par la Commune de La Fresnais pour justifier son retrait du SIAJE n'étaient pas remplies. En conséquence de quoi, la commune de La Fresnais demeure membre du SIAJE.

2018.005 – Avance à l'OGEC

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, quitte la séance pendant l'examen de ce dossier.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, rappelle que dans le cadre de la convention de mise en œuvre du contrat d'association, révisée par le conseil municipal le 4 juillet 2016, il est convenu que la participation communale versée à l'O.G.E.C. doit être égale au coût de revient moyen réel d'un élève de l'Ecole Publique, en prenant en compte toutes les dépenses prises en charge par la commune sur la base de la législation en vigueur.

En son article 3, la convention prévoit qu'une avance égale à 50% de l'attribution de l'année précédente sera versée à l'O.G.E.C. afin qu'elle puisse faire face à ses frais de fonctionnement courants (salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, entretien des bâtiments de l'Ecole Privée Saint-Joseph,...).

Pour information, le montant versé à l'OGEC en 2017 était de **133 043.07 €**. Une avance de 50 % équivaut donc à **66 521.53 €**.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **SE DÉCLARE FAVORABLE** au versement d'une somme de **66 521.53 €** à l'OGEC au titre de 1^{er} acompte pour l'année 2018, ceci afin que l'association puisse faire face à ses frais de

fonctionnement courants (salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, entretien des bâtiments de l'Ecole Privée Saint-Joseph),

- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au versement dudit acompte,
- **DIT** que le montant annuel 2018 qui sera versé à l'OGEC dans le cadre du contrat d'association sera défini lors d'une prochaine réunion du conseil municipal.

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, reprend sa place au sein de l'assemblée.

AMENAGEMENT de la RUE de la GARE

2018.006 – Aménagement de la Rue de LA GARE – Accord avec l'Association Syndicale du Lotissement « Le Clos Guillou »

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, indique que l'aménagement de voirie retenu pour la Rue de La Gare prévoit l'implantation d'ouvrages publics (*candélabres d'éclairage...*) sur les espaces verts qui sont la propriété de l'Association Syndicale du lotissement « Le Clos Guillou ».

Saisie du sujet, l'Association Syndicale du lotissement « Le Clos Guillou », par courrier du 1^{er} janvier 2018, a émis un avis favorable à cette demande d'utilisation. En contrepartie, la commune doit s'engager à entretenir de manière permanente ledit espace vert (*allée et plants*) bordant la rue de La Gare.

Au-delà, l'Association Syndicale sollicite la prise en charge par la commune, dans les mêmes conditions, de l'entretien (*pelouses, allées et arbustes*) du chemin piétonnier situé au nord du lotissement, ainsi que la maintenance du lampadaire placé en début de sentier -*côté rue de La Gare* -.

Monsieur le Maire ajoute qu'à terme, les voiries, espaces verts et ouvrages des lotissements privés ont vocation à entrer dans le patrimoine communal, mais le Lotissement du « Clos Guillou » est un aménagement encore trop récent (*moins de 10 ans*) pour envisager une telle rétrocession.

Pour ce qui concerne la présente demande, la commune intégrera l'entretien des espaces concernés dans les prestations assurées par l'entreprise Lequertier, titulaire du marché «espaces verts».

Le lampadaire pourra quant à lui être pris en charge dans le cadre du contrat de maintenance d'éclairage public détenu par le SDE 35.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Considérant le projet d'aménagement de la Rue de LA GARE,

Considérant que pour celui-ci la commune doit solliciter l'emprise privée du lotissement « Le Clos Guillou »,

Vu l'avis de l'association syndicale du lotissement « Le Clos Guillou »,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **SE DÉCLARE favorable à l'accord proposé par l'Association Syndicale du lotissement « Le Clos Guillou », à savoir :**

La commune pourra implanter les ouvrages publics nécessaires à son aménagement (*candélabres d'éclairage, ...*) sur les espaces verts bordant la rue de La Gare, propriété de l'Association Syndicale du lotissement « Le Clos Guillou ».

En contrepartie, la commune s'engage à entretenir de manière permanente ledit espace vert (*allée et plants*).

La commune prendra également en charge, dans les mêmes conditions, l'entretien (*pelouses, allées et arbustes*) du chemin piétonnier situé au nord du lotissement, ainsi que la maintenance du lampadaire placé en début de sentier - *côté rue de La Gare* - .

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à notifier le présent accord à l'Association Syndicale du Lotissement « Le Clos Guillou », représentée par son Président, Monsieur William Nicolo.

Madame Virginie LEPAIGNEUL et Monsieur Stéphane JENOUVRIER, conseillers municipaux, prennent place au sein de l'assemblée

AFFAIRES GENERALES

2018.007 – Convention d'assistance conseil juridique avec le Cabinet Coudray

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique que la prestation d'assistance de conseil juridique qui était assurée par le cabinet d'avocats Coudray (*Rennes*) pour la commune est arrivée à son terme. Le montant annuel de la prestation s'élevait à 4 900 euros HT, payable au trimestre.

Le Cabinet Coudray a fait parvenir une proposition de renouvellement de convention. Le projet a été calibré pour tenir compte des besoins réels de la collectivité, notamment vis-à-vis de la perte de certaines compétences (*Assainissement, Tourisme,...*).

Contenu de la mission - Le cabinet Coudray conseillera la commune à l'occasion de l'exercice des compétences communales

Mission d'assistance juridique - La mission d'assistance juridique comportera les prestations suivantes :

- **Assistance téléphonique illimitée** suivie, sur demande de la Ville formulée par courrier électronique, d'une confirmation écrite succincte de la réponse donnée.
- **Consultations juridiques écrites, dans la limite d'un forfait annuel de 25 heures de diligences accomplies par les avocats et juristes du cabinet pour traiter les demandes de consultations écrites.**

Le cabinet Coudray informera la commune lors des réunions trimestrielles du temps consacré aux consultations juridiques écrites. Il informera également la commune dès que le volume horaire forfaitaire annuel aura été atteint. Une réunion téléphonique ou visioconférence trimestrielle sera organisée sur demande de la ville afin d'échanger sur les dossiers et projets en cours, ainsi que sur l'extension de la convention.

Honoraires de la mission : Le montant des honoraires de la mission d'assistance conseil est de 900.00 € HT/trimestre, soit 3 600.00 € par année.

Le conseil municipal est invité à adopter cette nouvelle convention d'assistance juridique pour la période du 1^{er} février 2018 au 31 janvier 2019.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **SE DÉCLARE FAVORABLE** à la passation d'une nouvelle convention d'assistance juridique avec le Cabinet COUDRAY pour la période du 1^{er} février 2018 au 31 janvier 2019, dans les termes mentionnés ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

CIMETIERE

2018.008 – Cimetière - Reprise des concessions en état d'abandon

Dans le cimetière communal, plusieurs terrains, concédés à perpétuité, font l'objet d'abandon du fait de la disparition des familles ou de défaillance de successeurs.

La multiplication de ces emprises en état d'abandon a des conséquences sur l'aspect solennel de ce lieu et il convenait donc d'y remédier.

Les dispositions des articles L 2223.17 et L 2223.18 du Code Général des Collectivités Territoriales permettant de mener la reprise des concessions en état d'abandon dans les cimetières, une procédure a été engagée par la commune pour les concessions ayant plus de trente ans d'existence, dont la dernière inhumation remonte à plus de dix ans et qui sont en état d'abandon, selon les termes des articles précités.

Ceci concernait au départ 46 concessions situées dans les carrés C et D.

L'état d'abandon a été constaté à deux reprises, à plus de 4 années d'intervalle, par un premier procès-verbal du 17 décembre 2012, puis par un second le 15 mars 2017.

La publicité, conformément à ces mêmes dispositions, a été effectuée, notamment par affichage à l'entrée du cimetière et à la porte de la mairie, ainsi que par l'apposition d'une plaque d'information sur chaque sépulture.

Suite à ces premières démarches, deux familles se sont fait connaître et ont demandé l'arrêt de la procédure en justifiant de leur qualité de descendant du concessionnaire.

Il convient à présent que le conseil municipal prononce la clôture de la procédure en validant la reprise des concessions en état d'abandon, dont la liste est annexée à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles R 2223.6, R 2223.12 à 2223.21, L 2223.4, L 2223.17 et L 2223.18,

Vu les procès-verbaux dressés en conformité des articles précités, les 17 décembre 2012 et 15 mars 2017, constatant l'état d'abandon des concessions.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 *POUR* 0 *CONTRE* 0 *Abstention*

- **CONSTATE** que les 44 concessions mentionnées sur la liste jointe sont réputées à l'état d'abandon,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à reprendre lesdites concessions au nom de la commune et à signer tous documents se rapportant à ce dossier.

Observation : Les matériaux, monuments et emblèmes funéraires qui se trouveront encore sur les concessions seront enlevés au frais de la commune. Les restes mortuaires seront placés dans un cercueil de dimensions appropriées.

Il sera ensuite effectué, soit une inhumation dans l'ossuaire prévu à cet effet, soit une crémation. Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public et peuvent être gravés sur un dispositif établi en matériaux durables dans le jardin du souvenir ou au-dessus de l'ossuaire (articles L. 2223-4, L. 2223-18 et R. 2223-6 du CGCT).

Les terrains ne pourront faire l'objet d'un nouveau contrat de concession tant que les prescriptions ci-dessus n'auront pas été entièrement observées.

Monsieur le Maire indique que les entreprises de Pompes Funèbres locales ont été saisies d'une demande de devis pour ces opérations. Il précise qu'aucune des concessions concernées ne comporte un monument funéraire qui présenterait un intérêt patrimonial.

Concession du Colonel POULIQUEN – Informations

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal la situation juridique de la concession du Colonel Joseph POULIQUEN, sise au cimetière communal, et les démarches accomplies par la commune vis-à-vis du devenir de ladite concession.

Il expose que le 18 septembre 1980, le Colonel Pouliquen a acheté, pour lui-même, une concession trentenaire dans le cimetière de Saint-Méloir des Ondes. A son décès survenu le 24 septembre 1988, il a été inhumé dans cette concession.

A l'expiration de la concession, la commune a entamé, comme elle le fait pour toutes les concessions familiales privées, une recherche des ayant-droits.

(N.B : La pose de plaques d'information au pied des sépultures mentionnant « Concession expirée – s'adresser en mairie », notamment à la Toussaint, est un procédé normal qui a pour but d'aider la commune dans ses recherches de succession.)

En 2015, des échanges ont eu lieu avec le petit-fils du Colonel Pouliquen sur la situation de la concession. Puis, la commune est restée sans nouvelle.

En novembre 2017, un contact a été repris avec ce petit-fils, qui nous a informés de l'existence d'un demi-frère et d'une demi-sœur. La commune a pris immédiatement contact avec l'ensemble de ces personnes.

Depuis le 16 janvier 2018, nous sommes en possession de la décision des 3 intéressés. Ils ont tous fait savoir à la commune qu'ils renonçaient à cette concession afin que son entretien soit pris en charge par une collectivité ou une structure. Toutefois, ils n'ont pas spécifié à qui ils souhaitaient confier la prise en charge (*commune, association d'anciens combattants...*).

Monsieur le Maire rappelle que le Colonel Pouliquen est une figure historique, un combattant de la Liberté, dont la vie est liée à Saint-Méloir des Ondes. En sa mémoire et en marque de reconnaissance, le conseil municipal vient d'ailleurs d'attribuer son nom à une rue.

Il est à noter également que bien que le Colonel Pouliquen n'ait pas un statut de « Mort pour la France », la commune a toujours pris le plus grand soin pour maintenir sa tombe en état.

Monsieur le Maire confirme que la commune a suivi la démarche normale qui doit être engagée à l'expiration de toute concession privée. Le devenir de cette concession est en voie de règlement, ceci dans le respect de la personne du Colonel Pouliquen et des souhaits de ses héritiers.

Aussi, il est spécialement regrettable qu'une polémique soit née sur le sujet, ceci par voie d'articles de presse entre autres.

Sur proposition du Maire,

En l'état actuel de la situation,

Considérant les écrits recueillis auprès de la succession (*M. Pierre-Yves Pouliquen, M. Yann Pouliquen, Mme Claire Pouliquen*) et afin de lever toute ambiguïté,

Le Conseil Municipal CHARGE Monsieur le Maire d'interroger les 3 ayant-droits pour savoir à quel organisme ou structure ils souhaitent confier la prise en charge de la concession de leur grand-père, le Colonel Joseph Pouliquen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES

2018.009 – SAINT-MALO AGGLOMÉRATION – Constitution la commission EAU-ASSAINISSEMENT – Désignation des délégués

Lors du prochain conseil communautaire qui aura lieu le 15 février 2018, une commission Eau - Assainissement sera créée.

Suivant les dispositions de la délibération prise le 24 avril 2014 par Saint-Malo Agglomération, des conseillers municipaux peuvent intégrer les commissions de travail.

Pour les communes disposant de moins de 5 sièges au conseil communautaire, une limite de 4 conseillers municipaux par commune a été fixée, étant précisé que le nombre total de représentants (*conseillers municipaux et conseillers communautaires*) ne pourra pas être supérieur à 5.

Monsieur le Maire fait appel à candidature au sein de l'assemblée.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DÉSIGNE** pour siéger au sein de la Commission « Eau-Assainissement » de Saint-Malo Agglomération :

M. René BERNARD, Maire,

M. René LABBÉ, Adjoint,

M. Rémy GIZARD, conseiller municipal

M. Stéphane COURDENT, conseiller municipal

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à SAINT-MALO Agglomération.

2018.010 – Transfert de la ZAC du Routhouan de la Ville de Saint Malo à Saint-Malo Agglomération – Acquisition des terrains cessibles à la Ville de Saint-Malo

Par délibération en date du 15 décembre 2016, concernant l'application de la Loi NOTRe sur les zones d'activités, le conseil communautaire a notamment décidé de transférer à la communauté d'agglomération la ZAC du Routhouan située sur la Ville de Saint-Malo.

Il était précisé que les modalités financières de ce transfert devaient être définies en 2017.

Pour rappel, le transfert des zones d'activités économiques comporte 2 volets distincts :

- d'une part, comme pour les autres transferts de compétence, les équipements publics sont mis à disposition par la commune à L'EPCI. La CLECT se prononce sur les niveaux de charges d'entretien et les coûts de renouvellement des équipements de la ZAC et la diminution de l'AC de la commune en fonction du bilan de la ZAC.

- d'autre part, le transfert des Zones d'Activités Economiques prévoit une spécificité : Les terrains cessibles aux entreprises doivent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété de la commune de l'EPCI.

Par délibération en date du 21 décembre 2017, le conseil communautaire a défini les modalités d'acquisition des terrains restant cessibles de la ZAC de Routhouan.

La surface cessible restante sur la ZAC de Routhouan s'élève à 12 757 m², répartie sur les parcelles cadastrales ainsi qu'il suit :

- . parcelle YA 149 de 8 976 m²
- . parcelle YA 150 de 732 m²
- . parcelle YA 332 d'une surface de 3 049 m² comprenant un hangar

Concernant le prix d'achat de ces terrains par Saint-Malo Agglomération à la Ville, il est proposé d'acquérir ces terrains à l'euro symbolique. Il est précisé que la méthode de valorisation des biens des communes, située en ZAE, n'est pas définie par le CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales). Libre champ est laissé aux communes et EPCI pour fixer le prix de vente. L'avis des Domaines doit être sollicité mais les élus peuvent s'en écarter.

En effet, pour Saint-Malo Agglomération, le bilan financier de la ZAC de Routhouan laisse apparaître des travaux de finition d'aménagement de voirie, d'éclairage public et autres frais financiers pour un budget estimé à 513 000 €HT.

Compte tenu de la surface cessible restante à vendre, estimée à 10 893 m², les recettes prévisionnelles s'établissent ainsi qu'il suit :

- . 419 380 € HT issus des cessions au prix de 38.50 € du m²
- . 93 620 € HT issus d'une participation financière de la Ville de Saint-Malo

Les modalités relatives à la participation financière de la Ville feront l'objet d'une convention à intervenir ultérieurement, étant précisé que son montant pourra être ajusté.

Ainsi, en procédant à l'acquisition de ces terrains à l'euro symbolique, le bilan prévisionnel de la ZAC du Routhouan sera équilibré pour Saint-Malo Agglomération.

Il est précisé que les textes prévoient que les conditions patrimoniales et financières de ce transfert doivent être définies, au plus tard, un an après le transfert de la compétence, et ce, par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres à la majorité des deux tiers.

Entendu l'exposé ci-dessus,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 21 décembre 2017,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

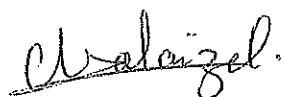
26 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE l'acquisition par Saint-Malo Agglomération des parcelles cessibles restantes de la ZAC du Routhouan appartenant à la Ville de Saint Malo (YA 149, YA 150 et YA 332), pour une surface totale de 12 757 m² environ, à l'euro symbolique.

INFORMATION : En vue de la préparation des budgets 2018, l'assemblée fixe les dates de réunion des commissions et des prochains conseils municipaux

Séance close à 21 h20

La Secrétaire de séance,
Madeleine MALOIZEL



Le Maire,
René BERNARD

